

été prolongée une seconde fois jusqu'au 21 octobre 1979 (Arrêté du 10 décembre 1975, J.O., 19 décembre, p. 13 030).

• La validité des permis d'exploitation de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes dits **Permis du Montell** et **Permis de Saint-Sornin** (Haute-Vienne), institués par arrêtés du 9 décembre 1963 (publiés sous les n° 2971 et 2972 dans la partie administrative de décembre 1963 des *Annales des Mines*) et prolongés par arrêtés du 9 décembre 1968, a été prolongée une seconde fois jusqu'au 17 décembre 1978 (Arrêté du 10 décembre 1975, J.O., 19 décembre, p. 13 030).

Divers

- Octroi d'un permis d'exploitation de mines de gaz carbonique et substances connexes, dit **Permis d'exploitation de Vacquières** à la Compagnie d'exploration pétrolière et à la Société Esso de recherches et d'exploitation pétrolières (Esso Rep.), conjointes et solidaires (Arrêté du 31 mars 1967, J.O., 21 avril, p. 4 115) 253
- Octroi d'un permis d'exploitation de mines de sels de sodium, dit **Permis d'exploitation de Manosque** (Basses-Alpes), au profit de la Société Franam Recherches (Arrêté du 22 mai 1967, J.O., 1^{er} juin, p. 5 393) 276
- Octroi d'un permis d'exploitation de mines de sels de sodium et substances connexes, dit **Permis de Montrevel** (Ain) à la Société générale salinière (Arrêté du 5 juin 1969, J.O., 17 juin, p. 6 061) 655
- Octroi d'un permis d'exploitation de mines de terres rares et substances connexes, dit **Permis de Cherhal**, à la Société Produits chimiques Péchiney-Saint-Gobain (Arrêté du 6 octobre 1969, J.O., 16 octobre, p. 10 258) 718
- Autorisation de la cession du permis d'exploitation de mines de sels de sodium et substances connexes dit **Permis de Montrevel** (Ain) au profit de la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est (Arrêté du 21 mai 1970, J.O., 2 juin, p. 5 111) 849
- Octroi d'un permis d'exploitation de mines de sels de sodium dit **Permis de Tersanne** (Drôme), à Gaz de France (service national) (Arrêté du 7 novembre 1974, J.O., 20 novembre, p. 11 652) 974

322-3. — Concessions

Antimoine

- Autorisation, au profit de la Société Sumex, de l'amodiation de la concession des mines d'**antimoine d'Aullac** (Cantal) (Décret du 25 avril 1972, J.O., 2 mai, p. 4 536) 323
- Autorisation, au profit de la Société Sumex, de l'amodiation des concessions des mines d'**antimoine, plomb, argent** et autres métaux connexes de **Chazelles** et d'**antimoine de La Chassagne** (Haute-Loire) (Décret du 25 avril 1972, J.O., 2 mai, p. 4 537) 324

Bauxite

- Octroi de la concession de mines de **bauxite dite Concession des Baux** (Bouches-du-Rhône) à la Société minière des Baux (Décret du 6 août 1968, J.O., 17 août, p. 7 979) 450
- Octroi de la concession de mines de **bauxite dite Concession de Maussane** (Bouches-du-Rhône), à la Compagnie de produits chimiques et électrométallurgiques Péchiney et la Société Ugine-Kuhlmann conjointes et solidaires (Décret du 6 août 1968, J.O., 17 août, p. 7 980) 451
- Amodiation partielle de la concession de mines de **bauxite de Villeveyrac** (Hérault) au profit de la Société française pour l'industrie de l'aluminium (Décret du 21 janvier 1970, J.O., 30 janvier, p. 1 163) 763
- Autorisation, au profit de la société L'Aluminium Péchiney, de la mutation des concessions de mines de **bauxite de Villeveyrac** (Hérault), de la **Grande-Bastide, de Vins-Saint-Christophe, du Val** (Var), et de **Maussane** (Bouches-du-Rhône) (Décret du 8 octobre 1971, J.O., 17 octobre, p. 10 219) 177
- Autorisation d'une amodiation partielle de la concession de mines de **bauxite de Maussane** (Bouches-du-Rhône) (Décret du 29 octobre 1971, J.O., 16 novembre, p. 11 276) 187

Combustibles solides

- Les mines d'**anthracite de La Citadelle** (appartenant à l'Etat), portant sur le territoire de la commune d'Aspres-lès-Corps, département des Hautes-Alpes, ont été replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches et, en conséquence la concession correspondante est annulée (Arrêté du 14 avril 1966, J.O., 21 avril, p. 3 228).
- Transfert du bénéfice du contrat d'amodiation de la concession de mines de **calcaires asphaltiques de Bourbonges** (Haute-Savoie), (Décret du 22 avril 1966, J.O., 27 avril, p. 3 421) 66
- Les mines suivantes appartenant à l'Etat et situées dans le département de la Savoie ont été replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches et, en conséquence, les quatre concessions correspondantes ont été annulées :
 - Mines d'**anthracite de la Contamine** portant sur partie du territoire de la commune de Moutiers.
 - Mines d'**anthracite des Roches** portant sur partie du territoire de la commune de La Perrière.
 - Mines de **plomb, zinc et métaux connexes de Longera**y portant sur partie du territoire des communes de Bonvillard et de Sainte-Hélène-sur-Isère.
 - Mines de **plomb argentifère du Penay** portant sur partie du territoire de l'arrondissement d'Albertville (Arrêté du 31 mars 1967, J.O., 25 avril, p. 4 258).
- Les mines de combustibles minéraux solides du **mas Nau** (Aveyron) ont été replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches. En conséquence la concession correspondante est annulée (Arrêté du 2 mai 1967, J.O., 10 mai, p. 4 649).
- Les mines de **houille, alun et couperose de Bize** (appartenant à l'Etat), portant sur le territoire de la commune de Bize, département de l'Aude, ont été

replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches. En conséquence, la concession correspondante est **annulée** (Arrêté du 13 septembre 1967, J.O., 21 septembre, p. 9 344).

- Le titulaire des concessions de mines de houille de **Méjanel** et de **Fabreguettes**, portant la première sur le territoire des communes de Lavernhe et de Recoules-Prévinquières, la seconde sur le territoire des communes de Gaillac et de Recoules-Prévinquières (département de l'Aveyron), a été **déchu** de ces concessions.

A l'expiration du délai de recours ou, en cas de recours, après notification de la décision confirmant éventuellement lesdits arrêtés, il sera procédé publiquement, par voie administrative, conformément aux articles 48 et 49 du Code minier, à l'adjudication des deux concessions précitées (Arrêtés du 23 novembre 1967, J.O., 2 décembre, p. 11 731).

- Les mines de lignite de **Labruguière** (appartenant à l'Etat) portant sur partie du territoire de la commune de Labruguière, département du Tarn, ont été replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches. En conséquence la concession correspondante est **annulée** (Arrêté du 26 décembre 1967, J.O., 7 janvier 1968, p. 282).

- Ont été replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches des mines appartenant à l'Etat portant sur partie du territoire de communes des départements de l'Aveyron et du Gard, savoir :

Mines de lignite des **Moulinets**, commune de Nant (Aveyron) ;

Mines de houille, alun et couperose de **Saint-Georges-de-Luzençon**, communes de Creissels et de Saint-Georges-de-Luzençon (Aveyron) ;

Mines de houille de **Barjac**, communes de Nant et de Saint-Jean-du-Bruel (Aveyron), de Causse-Bégon et de Trèves (Gard) ; mines de houille de **Balmarelle-Causse-Bégon**, communes de Nant et de Saint-Jean-du-Bruel (Aveyron) et de Causse-Bégon (Gard).

En conséquence, les quatre concessions correspondantes sont **annulées** (Arrêtés du 13 octobre 1969, J.O., 22 octobre, p. 10 448).

- Ont été replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches les mines appartenant à l'Etat portant sur partie du territoire de diverses communes du département de l'Hérault.

Mines de houille de **Minerve** (commune de Minerve) ;

Mines de houille de **La Caunette**, rive droite (communes de La Caunette, d'Aigne et d'Aigues-Vives) ;

Mines de lignite d'**Azillanet** (commune d'Azillanet) ;

Mines de lignite de **La Caunette**, rive gauche (communes de Minerve, La Caunette, Vélioux, Aigues-Vives et Saint-Jean-de-Minervo).

En conséquence, les quatre concessions correspondantes sont **annulées** (Arrêtés du 22 avril 1970, J.O., 30 avril, p. 4 068).

- Mutation de propriété de la concession des mines de houille du **Creusot** (Saône-et-Loire) au profit de la Société Creusot-Loire (Décret du 12 janvier 1971, J.O., 26 janvier, p. 850) 17

- Les mines de lignite de **l'Aubarou** (appartenant à l'Etat) portant sur partie du territoire des communes de Mons, Servas et Salindres, dans le départe-

ment du Gard, ont été replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches. Ces mines avaient été concédées par décret du 21 septembre 1922 et sont revenues à l'Etat lors de la renonciation du concessionnaire acceptée par arrêté du 10 octobre 1966 (Arrêté du 7 septembre 1971, J.O., 24 septembre, p. 9 478).

- Autorisation, au profit de la société L'Aluminium Péchiney, de la mutation de la concession de mines d'**anthracite** du **Coupeau** (Haute-Savoie) (Décret du 8 octobre 1971, J.O., 17 octobre, p. 10 238) 175

- Autorisation de mutation, au profit de la Compagnie industrielle et minière, de la concession de mines de houille de **Marsanges** et de la concession de mines d'**antimoine** de **Barlet** (Haute-Loire) (Décret du 24 novembre 1975, J.O., 27 novembre, p. 12 181) 1 193

- Autorisation de mutation, au profit de la Compagnie industrielle et minière, des concessions de mines de lignite du **Plan-d'Aups** (Var), de **Gaude**, **Ratefarnoux**, **La Mort-d'Imbert**, **Fournigues**, **Montfuron**, **Les Hubacs-de-Manosque** et **Sainte-Rostagne** (Alpes-de-Haute-Provence) (Décret du 24 novembre 1975, J.O., 27 novembre, p. 12 183) 1 195

Cuivre

(voir également Plomb, Zinc)

- La mutation de propriété de la concession de mines de **cuivre**, plomb et métaux connexes d'**Alzon** est autorisée au profit de la Société minière et métallurgique de Peñarroya, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur de la mine.

— Le président du conseil d'administration, le directeur général, les commissaires aux comptes et les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration de la Société minière et métallurgique de Peñarroya ainsi que les directeurs ayant la signature sociale devront être Français (Décret du 18 juillet 1967, J.O., 22 juillet, p. 7 378).

- La mutation de propriété au profit de la Société des mines et produits chimiques de Salsigne de la concession des mines de **cuivre**, argent et autres métaux associés d'**Aurillac** (instituée par décret du 18 décembre 1859) portant sur partie du territoire du département de l'Aude est autorisée aux conditions fixées par le décret, sans que cette autorisation préjuge la valeur desdites mines (Décret du 8 mars 1968, J.O., 20 mars, p. 2 840).

- La mutation de propriété de la concession de mines de **cuivre** et de plomb argentifère de **Charrier** (instituée par décret du 3 juin 1872) qui porte sur partie du territoire du département de l'Allier, est autorisée au profit de la Société minière et métallurgique de Peñarroya, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur de la mine (Décret du 17 octobre 1968, J.O., 22 octobre, p. 9 945).

- Mutation de propriété de la concession de mines de **cuivre**, plomb et argent de **Padern et Montgailard** (Aude). Modification du décret du 2 février 1968 (Décret du 14 avril 1970, J.O., 21 avril, p. 3 795) 812

- Autorisation de mutation, au profit de la Compagnie industrielle et minière, de la concession de mines de **cuivre**, plomb, sulfates de cuivre et de fer de **Saint-Bel** (Rhône) et de la concession de

mines de sels de sodium et substances connexes du **Châtelard** (Drôme) (**Décret** du 24 novembre 1975, **J.O.**, 27 novembre, p. 12 182) 1 194

Fer

• Autorisation de **mutation** de propriété de la concession de mines de fer d'**Escaro-Nord** (**Décret** du 28 février 1966, **J.O.**, 6 mars, p. 1 920) 44

• Autorisation de **mutation** de propriété et de transfert d'**amodiation** des concessions de mines de fer d'**Hettange-Grande, Saint-Privat** et **Montigny-la-Grange** (Moselle), (**Décret** du 29 mars 1966, **J.O.**, 30 mars p. 2 585) 45

• Extension de la concession de mines de fer de **Saint-Pierremont** (Meurthe-et-Moselle). **Rectificatif** au **J.O.**, du 7 août 1965, partie administrative d'août-septembre 1965, textes, extraits, résumés, p. 118, n° 3358 (**J.O.**, 20 avril 1966, p. 3 191) 64

• Mutation de propriété au profit de la Société des mines de fer du Nord-Est de concessions et part indivises de concession de mines de fer appartenant à la Société **Denain-Anzin** (**Décret** du 14 avril 1966, **J.O.**, 19 avril, p. 3 139) 65

• Autorisation, au profit de la Société des Mines d'**Anderny-Chevillon**, de l'**amodiation** des concessions de mines de fer, **Sancy, Sancy I** et **Sancy II** (**Décret** du 27 juillet 1966, **J.O.**, 4 août, p. 6 775) 114

• La **mutation** de propriété au profit de la Compagnie des forges et aciéries de la marine, de **Firminy** et de **Saint-Etienne** des concessions de mines de fer de **Sancy** portant sur partie du territoire du département de Meurthe-et-Moselle, **Sancy I** et **Sancy II** portant sur partie du département de la Moselle, est autorisée aux conditions fixées ci-après, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur des mines.

Le président du conseil d'administration, le directeur général, les commissaires aux comptes et les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration de la Compagnie des forges et aciéries de la Marine, de **Firminy** et de **Saint-Etienne** ainsi que les directeurs ayant la signature sociale devront être Français.

Les décisions du conseil d'administration relatives aux concessions précitées devront n'être valables que si le nombre des membres présents qui y ont pris part est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.

Des dérogations aux dispositions du présent article pourront être accordées par décret.

(Ce document se réfère aux mêmes textes que le décret du 27 juillet 1966 autorisant l'**amodiation** de ces concessions, voir n° 114) (**Décret** du 27 juillet 1966, **J.O.**, 4 août, p. 6 776).

• La **mutation** de propriété de la concession de mines de fer de **Limèle** instituée par décret du 30 septembre 1923, portant sur partie des départements d'**Ille-et-Vilaine** et de la **Loire-Atlantique** est autorisée au profit de la Société des mines de fer de **Limele** sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ni préjuge la valeur de la mine (**Décret** du 9 septembre 1966, **J.O.**, 15 septembre, p. 8 081).

• Mutation de propriété au profit de la Société des mines de fer d'**Angevillers** de concessions de mines de fer appartenant à la Société **Lorraine-Escaut** (**Décret** du 9 septembre 1966, **J.O.**, 15 septembre, p. 8 082) 144

• Mutation de propriété au profit de la Société minière de **Briey** et de **Longwy** de concessions et part indivise de concession de mines de fer appartenant à la Société **Lorraine-Escaut** (**Décret** du 9 septembre 1966, **J.O.**, 15 septembre, p. 8 081) 145

• Extension de la concession de mines de fer de **Limèle** (**Loire-Atlantique, Ille-et-Vilaine**). (**Décret** du 23 décembre 1966, **J.O.**, 3 janvier 1967, p. 81) 207

• Extension de la concession de mines de fer de **Limèle** (**Loire-Atlantique, Ille-et-Vilaine**). (**Décret** du 23 décembre 1966, **J.O.**, 14 février 1967, p. 1 597) (**Additif**). 223

• Les mines de **mispickel, pyrite de fer** et de **cuivre** et autres minerais connexes de **Villardonnell**, appartenant à l'Etat, portant sur partie du territoire des communes de **Villardonnell** et de **Salsigne**, département de l'**Aude**, ont été replacés dans la situation de gisement ouvert aux recherches (**Arrêté** du 20 mars 1967, **J.O.**, 29 mars, p. 3 039).

• Est autorisée, la mutation de propriété au profit de la Société des hauts fourneaux réunis de **Saulnes** et **Uckange** des concessions de mines de fer de **Châtel** instituée par décret du 18 décembre 1872, **Michelsberg** instituée par décret du 24 mai 1876, et **Lorraine** instituée par décret du 18 février 1873, portant sur partie du territoire du département de la Moselle et de la concession de mines de fer de **Boulangé** institué par décret du 6 septembre 1890, portant sur partie du territoire des départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur des mines.

Le président du conseil d'administration, le directeur général, les commissaires aux comptes et les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration de la Société des hauts fourneaux réunis de **Saulnes** et **Uckange** ainsi que les directeurs ayant la signature sociale devront être Français.

Les décisions du conseil d'administration relatives aux concessions précitées devront n'être valables que si le nombre des membres présents qui y ont pris part est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.

Des dérogations aux dispositions du premier alinéa du présent article pourront être accordées par décret (**Décret** du 23 mars 1967, **J.O.**, 4 avril, p. 3 310).

• Octroi de la concession de mines de fer de **Milhas** (**Haute-Garonne**) à **M. Jean Barnier-Laurenties** (**Décret** du 26 mai 1967, **J.O.**, 3 juin, p. 5 470) 273

• Transfert du bénéfice d'une partie du contrat d'**amodiation** de la concession de mines de fer **Ida-Amélie** appartenant à l'Etat français et dont la Société mosellane de sidérurgie est amodiataire, au profit de la Société des mines de fer d'**Angevillers** (**Décret** du 9 août 1967, **J.O.**, 20 août, p. 8 373) 300

• La **mutation** de propriété au profit de la Société des aciéries réunies de **Burbach-Eich-Dudelage** (**A.R. B.E.D.**) des concessions de mines de fer d'**Ottange-I, Ottange-III, Rosenmühle, Sterkrade Anschluss, Sterkrade Anschluss-II** et de deux tiers de la concession

de mines de fer de **Kanfen** est autorisée sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur des mines (**Décret** du 28 septembre 1968, **J.O.**, 4 octobre, p. 9 399).

• La **mutation** de propriété des concessions de mines de fer du **Bois** ⁽¹⁾, de l'**Oudon** ⁽²⁾, de la **Ferrière** ⁽³⁾ et des **Aunais** ⁽⁴⁾ (Maine-et-Loire) est autorisée au profit de la Société des mines de fer de Limèle, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur des mines (**Décret** du 5 décembre 1968, **J.O.**, 13 décembre, p. 11 685).

1. *Instituée par décret du 21 novembre 1874.*
2. *Instituée par décret du 31 janvier 1875.*
3. *Instituée par décret du 27 mars 1875.*
4. *Instituée par décret du 18 juin 1875.*

• La **mutation** de propriété au profit de la Société minière et industrielle de Rougé de la concession de fer de **Mortain**, instituée par décret du 6 janvier 1902, est autorisée sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur de la mine (**Décret** du 18 décembre 1968, **J.O.**, 28 décembre, p. 12 311).

• **Mutation** de propriété, au profit de la Société des Mines de fer du Nord-Est, des concessions de mines de fer de **Murville**, **Malavillers**, **Bertrameix**, instituées par décrets du 20 mars 1900, **Jarny**, instituée par décret du 18 juin 1886, et **Tucquegnieux-Bettainvillers**, instituées par décrets des 31 mars 1899 et 20 mars 1900 et 3 janvier 1908 instituant la fusion de ces deux mines (**Décret** du 13 janvier 1969, **J.O.**, 21 janvier, p. 709).

• **Mutation** de propriété et transfert du bénéfice de contrats d'amodiation de concessions de mines de fer appartenant à la Société de **Wendel et C^{ie}**, à l'**Union sidérurgique lorraine** (**Sidélor**), et à la Société mosellane de sidérurgie au profit de la Société **Wendel Sidélor** (**Décret** du 13 janvier 1969, **J.O.**, 19 janvier, p. 668) 552

• La **mutation** de propriété au profit de la Société anonyme **Cockerill-Ougrée-Providencia** des concessions de mines de fer de **Brainville** ⁽¹⁾, **Lexy** ⁽²⁾, **Rehon** ⁽³⁾ et des parts indivises respectives de 50 % et 20,612 % des concessions de mines de fer d'**Hussigny** ⁽⁴⁾ et de **Tiercelet** ⁽⁵⁾ portant sur parties du territoire du département de **Meurthe-et-Moselle** est autorisée, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur des mines (**Arrêté** du 27 mai 1969, **J.O.**, 3 juin, p. 5 498).

1. *Instituée par décret du 27 août 1889.*
2. *Instituée par décret du 21 décembre 1867.*
3. *Instituée par décret du 1^{er} mai 1869.*
4. *Instituée par décret du 3 janvier 1875.*
5. *Instituée par décret du 10 mars 1886.*

• **Institution** de la concession de mines de fer de **Senonnes** au profit de la Société anonyme des mines de fer de **Saint-Pierremont** (**Décret** du 2 août 1969, **J.O.**, 12 août, p. 8 056) 668

• La **mutation** de propriété de la concession de mines de fer **Gutehoffnung-I** accordée par acte du 15 septembre 1873, est autorisée au profit de l'**Etat** (**Décret** du 31 décembre 1969, **J.O.**, 9 janvier 1970, p. 366).

• **Mutation** de propriété de la concession de mines de fer de **La Jaille-Yvon** (Maine-et-Loire) au profit de la Société industrielle et minière de Segré (**Décret** du 18 janvier 1971, **J.O.**, 27 janvier, p. 899) 19

• **Mutation** de propriété de la concession des mines de fer de la **Dominelais** (Ille-et-Vilaine) au profit de la Société industrielle et minière de Segré (**Décret** du 18 janvier 1971, **J.O.**, 27 janvier, p. 899) 20

• Autorisation, au profit de la Société industrielle et minière de Segré, de la **mutation** des concessions de mines de fer de **La Ferrière-aux-Etangs** (Orne) et de **Fierville** (Calvados) (**Deux décrets** du 23 septembre 1971, **J.O.**, 5 octobre, p. 9 875) 172

• Autorisation de la **mutation** de la concession de mines de fer de l'**Ermitage** (Orne et Mayenne) au profit de la Société longovicienne d'études et d'exploitations minières (**Décret** du 16 décembre 1971, **J.O.**, 24 décembre, p. 12 640) 203

• **Mutation** de la concession de mines de fer de **La Caunette** (Aude) et de la concession de mines de **plomb argentifère** de **La Caunette** (Aude), au profit de la Société des mines et produits chimiques de Salsigne (S.M.P.C.S.) (**Décret** du 10 janvier 1972, **J.O.**, 18 janvier, p. 753) 231

• Autorisation de **mutation**, au profit de la Société des mines de Soumont, des concessions de mines de fer de **Gouvise**, **Perrières**, **Urville**, **Estrée-la-Campagne**, **Garcelles** et **Cinglais** (Calvados) (**Décret** du 15 février 1973, **J.O.**, 21 février, p. 1 947) 546

• Autorisation, au profit de M. Lemoine (Roger), de la **mutation** de la concession des mines de fer, cuivre, plomb, argent et autres métaux connexes des **Fosses** (Savoie) (**Décret** du 23 mars 1973, **J.O.**, 12 avril, p. 4 301) 639

• Sont autorisées, au profit de la Société des aciéries réunies de **Burbach-Eich-Dudelange** (A.R.B.E.D.) la **mutation** des concessions de mines de fer d'**Errouville**, **Ferdinand**, **François**, **Montrouge** et **Volmerange** ; la cession des parts détenues par la Société minière des Terres rouges de la concession de mines de fer de **Saint-Michel** ; l'**amodiation** de la concession de mines de fer **Thomas-Byrne I**, dans les départements de **Meurthe-et-Moselle** et de la **Moselle** (**Décret** du 18 avril 1973, **J.O.**, 28 avril, p. 4 850) 640

• Autorisation, au profit de la Société des aciéries de **Burbach-Eich-Dudelange** (A.R.B.E.D.), de la **mutation** de la concession de mines de fer de **Serrouville** (Meurthe-et-Moselle) (**Décret** du 18 avril 1973, **J.O.**, 28 avril, p. 4 852) 641

• Autorisation de la **mutation** de concession de mines de fer d'**Audun-le-Roman** (Meurthe-et-Moselle) au profit de la Société des mines de fer du Nord-Est (**Décret** du 18 avril 1973, **J.O.**, 28 avril, p. 4 853) 642

• **Institution** d'une concession de mines de fer, dite **Concession d'Avillers** (Meuse/Meurthe-et-Moselle) au profit de la Société civile de Joudreville (**Décret** du 22 novembre 1973, **J.O.**, 1^{er} décembre, p. 12 765) 831

• **Institution** d'une concession de mines de fer, dite **Concession de Xivry-Circourt** (Meurthe-et-Moselle) au profit de la Société civile de Joudreville (**Décret** du 22 novembre 1973, **J.O.**, 1^{er} décembre, p. 12 766) 832

• Autorisation, au profit de la Société de Moutiers, de l'**amodiation** des concessions de mines de fer

- d'Anderny-Chevillon et de Sancy (Meurthe-et-Moselle) et d'Anderny-Chevillon I, Anderny-Chevillon II, Anderny-Chevillon III, Sancy I et Sancy II (Moselle) (Décret du 15 janvier 1974, J.O., 23 janvier, pp. 902 à 904) 846
- Autorisation de l'amodiation des concessions de mines de fer de Conflans et Brainville (Meurthe-et-Moselle) au profit de la Société minière Droitau-mont-Bruville (Décret du 29 mars 1974, J.O., 13 avril, p. 4 076) 908
 - Autorisation de la mutation de quarante concessions de mines de fer, dont une sur partie de sa superficie seulement, situées dans les départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle et la fusion en une seule de vingt-huit de ces concessions, au profit de la société Sacilor-Aciéries et Laminoirs de Lorraine (Décret du 29 mars 1974, J.O., 13 avril, pp. 4 077 à 4 082) 909
 - Autorisation de la mutation des concessions de mines de fer de la Mourière (Meurthe-et-Moselle-Meuse) et de Domprix (Meurthe-et-Moselle) au profit de la Société civile de Joudreville (Décret du 21 août 1974, J.O., 29 août, p. 9 047) 942
 - Amodiation des concessions de mines de fer Gustave-Wiesner, Gustave-Wiesner extension I, Gustave-Wiesner extension II et Thomas-Byrne II (Moselle), au profit de la Société des Aciéries réunies de Burbach, Eich, Dudelange (A.R.B.E.D.) (Décret du 29 janvier 1975, J.O., 4 février, pp. 1 528-1 529) 1 013
 - Autorisation de la mutation, de la concession de mines de fer de Tiercelet (Meurthe-et-Moselle) au profit de la Société de mines de Godbrange (Décret du 27 janvier 1975, J.O., 7 février, p. 1 670) 1 014
 - Autorisation de mutation, au profit de la Société industrielle et minière de Segré, des concessions de mines de fer de Chanveaux (Maine-et-Loire et Loire-Atlantique) et de Challain-la-Potherie (Maine-et-Loire) (Décret du 4 août 1975, J.O., 19 août, p. 8 471) 1 124
 - Autorisation de mutation au profit de la Compagnie industrielle et minière de la concession de mines de pyrites de fer, pyrites de cuivre et autres minerais métalliques connexes de Chizeuil (Saône-et-Loire) (Décret du 24 novembre 1975, J.O., 27 novembre, p. 12 180) 1 191
 - Autorisation de mutation, au profit de la Compagnie industrielle et minière, des concessions de mines de Bluech et Pradal (Lozère), Saint-Julien-de-Valgagnes, Saint-Félix, du Soulier, de Panissière, Cendras et Saint-Jean-de-Valérisclé (Gard) (Décret du 24 novembre 1975, J.O., 27 novembre, p. 12-184) 1 196
- ### Fluorine
- Octroi de la concession de mines de fluorine et substances connexes, dite Concession de Pierre-Perthuis (Yonne) au profit de la société Produits chimiques Péchiney-Saint-Gobin (Décret du 25 août 1966, J.O., 1^{er} septembre, p. 7 758) 146
 - Extension à la fluorine et au zinc de la concession de mines de plomb, cuivre, argent et métaux connexes de Peyrebrune (Tarn), (Décret du 16 juillet 1966, J.O., 22 juillet, p. 6 308) 112
 - Extension de la concession de mines de fluorine d'Escaro (Pyrénées-Orientales) (Décret du 24 juin 1968, J.O., 30 juin, p. 6 166) 432
 - Institution d'une concession de mines de fluorine et substances connexes, dite Concession de Pontaubert (Yonne), au profit de la Société Denain-Anzin-Minéraux (Décret du 9 septembre 1970, J.O., 17 septembre, p. 8 674) 894
 - Mutation de propriété de la concession de mines de fluorine et substances connexes de Pierre-Perthuis (Yonne) au profit de la Société d'entreprises, carrières et mines de l'Estérel (S.E.C.M.E.) (Décret du 25 novembre 1970, J.O., 5 décembre, p. 11 140) 958
 - Autorisation, au profit de la société L'Aluminium Péchiney, de la mutation des concessions de mines de fluorine et substances connexes du Burc et du Dadou (Tarn) (Décret du 8 octobre 1971, J.O., 17 octobre, p. 10 238) 176
 - Autorisation, au profit de la Société générale de recherches et d'exploitations minières (Sogarem), de la mutation des concessions de mines de fluorine et substances connexes du Bure et du Dadou (Tarn) (Décret du 8 novembre 1972, J.O., 17 novembre, p. 11 944) 468
 - Institution d'une concession de mines de fluorine et substances connexes, dite Concession d'Antully (Saône-et-Loire), au profit de la Société d'entreprises, carrières et mines de l'Estérel (S.E.C.M.E.) (Décret du 18 avril 1973, J.O., 28 avril, p. 4 855) 643
- ### Hydrocarbures
- Extension de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux de Saint-Martin-de-Bosse-nay (Aube). Modification du décret du 29 avril 1964 (Décret du 1^{er} février 1966, J.O., 5 février, p. 1 055) 14
 - Octroi de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux de Lavergne à la Société Esso de recherches et d'exploitation pétrolière (Esso R.E.P.) (Décret du 11 octobre 1966, J.O., 19 octobre, p. 9 234) 161
 - Octroi de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux de Valempoullières à la Société de prospection et exploitations pétrolières en Alsace et à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, conjointes et solidaires (Décret du 11 octobre 1966, J.O., 19 octobre, p. 9 237) 162
 - Extension de la concession de mines d'hydrocarbures de Cazaux au profit de la Société Esso de recherches et d'exploitation pétrolières (Esso-R.E.P.). Modification du décret du 28 mai 1964 (Décret du 30 décembre 1966, J.O., 7 janvier 1967, p. 372) 206
 - Octroi de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux de Lucats-Cabell à la Société Esso de recherches et d'exploitations pétrolières (Esso-R.E.P.) (Décret du 7 mars 1967, J.O., 12 mars, p. 2 435) 232
 - Octroi de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux et substances connexes de Meillon à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (Décret du 25 août 1967, J.O., 31 août, p. 8 831) 301

- **Extension** de la concession de mines d'hydrocarbures de **Châteaurenard** au profit de la Compagnie d'exploration pétrolière (C.E.P.) (**Décret** du 3 juin 1969, **J.O.**, 8 juin, p. 5712) 651
- **Avenant** au cahier des charges de la concession de mines d'hydrocarbures de **Cazaux** (**Décret** du 14 novembre 1969, **J.O.**, 26 novembre, p. 11 556) 734
- L'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières est autorisée à se substituer à la Société de prospection et d'exploitations pétrolières en Alsace comme cotitulaire de la concession de mines d'hydrocarbures dénommée **Concession de Valempoulières** (**Décret** du 10 janvier 1972, **J.O.**, 18 janvier, p. 752) 230
- **Extension** de la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux et substances connexes dénommée **Concession de Meillon** (Pyrénées-Atlantiques) instituée par décret du 25 août 1967 (**Décret** du 29 janvier 1973, **J.O.**, 31 janvier, p. 1 227) 547
- Autorisation de la **mutation** de la concession de mines d'hydrocarbures dénommée **Concession de Chailly-en-Bière** au profit de l'Entreprise de Recherches et d'Activités pétrolières (E.R.A.P.) (**Décret** du 25 juin 1973, **J.O.**, 7 juillet, p. 7 365) 749
- Autorisation de la **mutation** de la concession de mines d'hydrocarbures dénommée **Concession de Châteaurenard** au profit de l'Entreprise de Recherches et d'Activités pétrolières (E.R.A.P.) (**Décret** du 25 juin 1973, **J.O.**, 7 juillet, p. 7 365) 750
- Autorisation de la **mutation** de la concession de mines d'hydrocarbures dénommée **Concession de Saint-Firmin-des-Bois** au profit de l'Entreprise de Recherches et d'Activités pétrolières (E.R.A.P.) (**Décret** du 25 juin 1973, **J.O.**, 7 juillet, p. 7 366) 751
- Autorisation de la **substitution** de nouveaux titulaires aux titulaires primitifs de la concession de mines d'hydrocarbures, dite **Concession de Saint-Martin-de-Bassenay** (**Décret** du 11 juillet 1973, **J.O.**, 22 juillet, p. 8 008) 752

Métaux précieux

- **Mutation** de propriété de la concession des mines de **mispickel aurifère** et métaux connexes de l'**Aurlières** (Haute-Vienne) au profit de la Compagnie centrale de mines et de métallurgie de Cheni (**Décret** du 16 juillet 1966, **J.O.**, 21 juillet, p. 6 281) 113
- La **sous-amodiation** des concessions de mines de **métaux précieux**, leurs minerais et pierres précieuses n°s 692, 25, 102 et 145 et des concessions de mines d'or n°s 214, 215, 216, 217, 218 et 219, portant sur partie du territoire du département de la Guyane, au profit de la Compagnie minière de Paul Isnard est approuvée, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'opération, ou préjuge la valeur des mines, non plus que les droits respectifs des concessionnaires, de l'amodiatore et du sous-amodiatore (**Décret** du 8 décembre 1966, **J.O.**, 10 décembre, p. 10 827)
- L'**amodiation** des concessions de mines de **métaux précieux**, leurs minerais et pierres précieuses n°s 102 et 145, portant sur partie du territoire du département de la Guyane, au profit du Bureau de recherches géologiques et minières est autorisée, sans que

cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'amodiation ou préjuge la valeur de la mine (**Décret** du 8 décembre 1966, **J.O.**, 10 décembre, p. 10 826).

- L'**amodiation** des concessions de mines de **métaux précieux**, leurs minerais et pierres précieuses n°s 692 et 25 et des concessions de mines d'or n°s 214, 215, 216, 217, 218 et 219, portant sur partie du territoire du département de la Guyane, au profit du Bureau de recherches géologiques et minières est autorisée, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'amodiation ou préjuge la valeur de la mine (**Décret** du 8 décembre 1966, **J.O.**, 10 décembre, p. 10 826).
- **Mutation** de propriété des concessions n°s 15, 82, 208 et 281 de mines de **métaux précieux**, leurs minerais et pierres précieuses (département de la Guyane) au profit de M. Jacques Lenormand est autorisée sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur de la mine (**Quatre arrêtés** du 9 février 1970, **J.O.**, 18 février, p. 1 742).
- **Mutation** de propriété de la concession de mines de **mispickel aurifère** et métaux connexes de l'**Aurlières** (Haute-Vienne). Modification du décret du 16 juillet 1966 (**Décret** du 14 avril 1970, **J.O.**, 21 avril, p. 3 795) 811
- **Mutation** de la **concession n° 6** de mines de **métaux précieux**, leurs minerais et pierres précieuses, dans le département de la Guyane, au profit de la Compagnie de Sainte-Marie-aux-Mines (**Décret** du 3 mars 1971, **J.O.**, 12 mars, p. 2 416).
- **Modification** des conditions auxquelles sont soumises diverses concessions de mines appartenant à la Société des mines et produits chimiques de Salsigne (**Décret** du 30 avril 1971, **J.O.**, 9 mai, p. 4 448) 93
- Autorisation de la **mutation**, au profit de la Compagnie de Sainte-Marie-aux-Mines des quatre concessions de **métaux précieux**, leurs minerais et pierres précieuses, n°s 32, 86, 135 et 651, portant sur partie du département de la Guyane (**Décret** du 13 juillet 1973, **J.O.**, 25 juillet, p. 8 102) 753

Plomb, Zinc

(voir également Cuivre)

- La **mutation** de propriété au profit de la Société minière et métallurgique de Peñarroya de la concession de mines de **plomb argentifère du Placieu** (instituée par décret sarde du 14 janvier 1857) est autorisée aux conditions fixées par le décret, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'opération ou préjuge la valeur de la mine (**Décret** du 8 mars 1968, **J.O.**, 20 mars, p. 2 840).
- **Extension** de la concession de mines de **zinc, plomb, argent et métaux connexes des Malines**, au profit de la Société minière et métallurgique de Peñarroya (**Décret** du 8 août 1968, **J.O.**, 17 août, p. 7 981) 452
- La **mutation** de propriété de la concession de mines de **zinc, plomb et métaux connexes de Chèze**

(Hautes-Pyrénées) est autorisée au profit de la Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille Montagne sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur de la mine. L'article 4 du décret du 21 mars 1913 instituant la concession précitée est abrogé à compter du 1^{er} janvier 1968 (**Décret** du 28 septembre 1968 **J.O.**, 4 octobre, p. 9 400).

- **L'amodiation** au profit de la Société anonyme des mines de Garrot de la concession de mines de **plomb**, zinc, argent, cuivre, fluorine et substances connexes de Saint-Daumas (instituée par décret du 30 avril 1928) est **autorisée** sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'amodiation ou préjuge la valeur de la mine (**Décret** du 7 novembre 1969, **J.O.**, 15 novembre, p. 11 155).

- **Amodiation** de la concession des mines de **plomb**, argent, zinc, fluorine et métaux connexes de **Vaucron** (Var), au profit de la Compagnie royale asturienne des mines (**Décret** du 27 juillet 1970, **J.O.**, 4 août, p. 7 327)

876

- Institution d'une concession des mines de **plomb**, zinc et substances connexes, dite **Concession de Carboire** (Ariège), au profit de la Société minière et métallurgique de Peñarroya (**Décret** du 22 août 1972, **J.O.**, 30 août, p. 9 329)

388

- **Autorisation**, au profit de la Compagnie royale asturienne des mines, de la mutation de la concession de mines de plomb, argent, zinc, fluorine et métaux connexe de **Vaucron** (Var) (**Décret** du 2 mai 1974, **J.O.**, 11 mai, p. 5 028).

910

Sels

- Institution de la concession de mines de sels de sodium et substances connexes du **Châtelard** (Drôme) au profit de la Société Progil (**Décret** du 23 juin 1966, **J.O.**, 30 juin, p. 5 489)

93

- La **mutation** de propriété de la concession des mines de **sel gemme** de **Salies-du-Salat** (accordée par décret du 1^{er} août 1885) est autorisée au profit de la Société salinière de l'Est, aux conditions fixées par le décret sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur de la mine.

Le président du conseil d'administration, le directeur général, les commissaires aux comptes et les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration de la Société salinière de l'Est ainsi que les directeurs ayant la signature sociale devront être Français.

Les décisions du conseil d'administration relatives à la concession des mines de sel gemme de Salies-du-Salat devront n'être valables que si le nombre des membres qui y ont pris part est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.

Des dérogations aux dispositions du premier alinéa du présent article pourront être accordées par décret (**Décret** du 18 août 1967, **J.O.**, 25 août, p. 8 534).

- La **mutation** de propriété des concessions de mines de **sel gemme** de **Dax** (accordée par décret du 31 juillet 1865), **Lescourre** (accordée par décret du 8 janvier 1876) et **Saint-Pandelon** (accordée par décret du 4 novembre 1881) situées dans le département des

Landes, est autorisée au profit de la Société salinière de l'Est, aux conditions fixées par le décret sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'opération ou préjuge la valeur des mines.

Le président du conseil d'administration, le directeur général, les commissaires aux comptes et les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration de la Société salinière de l'Est ainsi que les directeurs ayant la signature sociale devront être Français.

Les décisions du conseil d'administration relatives aux concessions de Dax, Lescourre et Saint-Pandelon devront n'être valables que si le nombre des membres qui y ont pris part est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.

Des dérogations aux prescriptions du premier alinéa du présent article pourront être accordées par décret (**Décret** du 18 août 1967, **J.O.**, 25 août, p. 8 534).

- La **mutation** de propriété des concessions de mines de **sel gemme** de **Brindos** (accordée par décret du 23 mai 1887), **Bidart** (accordée par décret du 3 février 1885), **Eyhartzia** (accordée par décret du 29 juin 1883), **Larralde** (accordée par arrêté du 25 septembre 1848), **Sauveterre** (accordée par décret du 10 septembre 1896) et des concessions de source d'eau salée d'**Annayaenta** (accordée par décret du 23 mars 1898), **Gortiaque** (accordée par décret du 6 août 1859), **Harretchia** (accordée par décret du 26 juillet 1881), toutes situées dans le département des Basses-Pyrénées, est autorisée au profit de la Société salinière de l'Est, aux conditions fixées par le décret sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'opération ou préjuge la valeur des mines.

Le président du conseil d'administration, le directeur général, les commissaires aux comptes et les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration de la Société salinière de l'Est ainsi que les directeurs ayant la signature sociale devront être Français.

Les décisions du conseil d'administration relatives aux concessions de Brindos, Bidart, Eyhartzia, Larralde, Sauveterre, Annayaenta, Gortiaque, Harretchia devront n'être valables que si le nombre des membres qui y ont pris part est supérieur à la moitié du nombre des membres en exercice.

Des dérogations aux prescriptions du premier alinéa du présent article pourront être accordées par décret (**Décret** du 18 août 1967, **J.O.**, 25 août, p. 8 535).

- **L'amodiation** au profit de la Société salinière de l'Est de la concession de mines de **sel gemme** et sources salées de **Drouville** (Meurthe-et-Moselle) est **autorisée** aux conditions fixées à l'article 2 du décret, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'amodiation ou ne préjuge la valeur de la mine (**Décret** 13 janvier 1968, **J.O.**, 21 janvier, p. 848).

- **Institution** de la concession de mines de **sels de sodium** de **Lenoncourt** (Meurthe-et-Moselle) au profit de la société Les Soudières réunies La Madeleine-Varangéville (**Décret** du 13 janvier 1968, **J.O.**, 24 janvier, p. 903)

360

- **Mutation** de propriété et **transfert** du bénéfice des contrats d'amodiation des concessions de sources salées, de mines de **sel gemme** et de houille appar-

tenant à la Société salinière de l'Est et du Sud-Ouest au profit de la Compagnie des salins du Midi (Décret du 13 septembre 1968, J.O., 15 septembre, p. 8 797) 478

• La mutation de propriété de concessions de mines de sel gemme de Brindos, Bidart, Eyhartzla, Larralde, Sauveterre (Basses-Pyrénées) ; Dax, Lescourre, Saint-Pandelon (Landes) ; Salies-du-Salat (Haute-Garonne) et des concessions de sources d'eau salée d'Annayaenla, Gortlague, Harretchia (Basses-Pyrénées) est autorisée au profit de la Compagnie des salins du Midi, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'opération ou préjuge la valeur des mines (Décret du 13 septembre 1968, J.O., 15 septembre, p. 8 799).

• Extension de la concession de mines de sels de sodium et substances connexes de Châtelard (Drôme), au profit de la Société Progil (Décret du 18 juillet 1969, J.O., 25 juillet, p. 7 474) 669

• Mutation de propriété de la concession de mines de sel de sodium et substances connexes du Châtelard (Drôme) au profit de la Société financière et industrielle pour l'industrie chimique (Sofichim) (Décret du 5 décembre 1969, J.O., 17 décembre, p. 12 200) 743

• Est autorisée au profit de la Compagnie de Saint-Gobain la mutation de propriété des concessions de mines de sel gemme et sources salées d'Art-sur-Meurthe instituée par décret du 24 mars 1858, de Pont-de-Saint-Phlin, instituée par décret du 5 août 1872, de la Madeleine instituée par décret du 6 décembre 1881 et de Drouville instituée par décret du 24 novembre 1894 et de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt instituée par décret du 13 janvier 1968. Cette autorisation n'implique aucune approbation des conditions financières de la cession ni ne préjuge la valeur des mines et sources couvertes par ces concessions (Décret du 12 décembre 1969, J.O., 17 décembre, p. 12 201).

• Mutation de propriété de cinq concessions de mines de sel gemme et de sources salées au profit de la Société Produits chimiques Péchiney-Saint-Gobain (Décret du 16 novembre 1970, J.O., 19 novembre, p. 10 631) 930

• Autorisation au profit de la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est de la mutation de propriété de la concession des sources salées de Camarade et de la concession des mines de sel gemme de Gausseraing situées dans le département de l'Ariège (Décret du 3 avril 1970, J.O., 11 avril, p. 3 450) 809

• Mutation de propriété de la concession des mines de sel gemme de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle) au profit de la Société commerciale des sels Socosel (Décret du 12 janvier 1971, J.O., 26 janvier, p. 851) 18

• Mutation de propriété des concessions de mines de sel et sources salées de Dieuze, Moyenvic et Vic (Moselle) au profit de la Société Ugine-Kuhlmann (Décret du 21 janvier 1971, J.O., 31 janvier, p. 1 079) 21

• Autorisation, au profit de la société Produits chimiques Ugine-Kuhlmann, de la mutation des concessions de mines de sel et sources salées de Dieuze, de Moyenvic et de Vic (Moselle) (Décret du 8 octobre 1971, J.O., 17 octobre, p. 10 237) 174

• Autorisation de la mutation de la concession de mines de sels de sodium et substances connexes du Châtelard (Drôme) au profit de la Société Rhône-Progil (Décret du 5 avril 1972, J.O., 11 avril, p. 3 802).

• Institution d'une concession de mines de sel gemme et de sources salées dite Concession de Courbesseaux (Meurthe-et-Moselle), au profit de la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est (Décret du 9 janvier 1973, J.O., 19 janvier, p. 783) 548

• Institution d'une concession de mines de sels de sodium de Passaire (Alpes-de-Haute-Provence), au profit de la Société salinière de Provence (Décret du 27 mars 1973, J.O., 6 avril, p. 3 931) 644

• Institution d'une concession de mines de sel gemme de Niéry (Jura) au profit de la Compagnie des mines de sel de Poligny (Décret du 5 décembre 1973, J.O., 11 décembre, pp. 13 121-13 122) 833

• Autorisation de l'amodiation des concessions de sources et puits d'eau salée de Salies et d'Oraàs (Pyrénées-Atlantiques) au profit de la Compagnie fermière de Salies-de-Béarn (Décret du 29 mars 1974, J.O., 13 avril, p. 4 075) 907

• Autorisation de mutation au profit de la Compagnie industrielle et minière de concessions de mines de sel gemme et sources salées d'Art-sur-Meurthe, du Pont de Saint-Phlin, de la Madeleine et de Drouville et de la concession de mines de sels de sodium de Lenoncourt toutes situées dans le département de Meurthe-et-Moselle (Décret du 24 novembre 1975, J.O., 27 novembre, p. 12 180) 1 192

Uranium

• Octroi de la concession de mines d'uranium autres métaux radioactifs et substances connexes du Lodévois (Hérault) au profit du commissariat à l'énergie atomique (Décret du 9 septembre 1966, J.O., 16 septembre, p. 8 136) 147

• Octroi de la concession de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes de Grandrieu (Lozère) au profit de la Compagnie française des minerais d'uranium (Décret du 18 septembre 1968, J.O., 1^{er} octobre, p. 9 248) 479

• Institution de la concession de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dite Concession de Mallièvre, au profit du Commissariat à l'énergie atomique (Décret du 25 juillet 1969, J.O., 30 juillet, p. 7 657) 671

• Institution de la concession de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dite Concession de Clisson, au profit du Commissariat à l'énergie atomique (Décret du 25 juillet 1969, J.O., 30 juillet, p. 7 656) 672

• Institution d'une concession de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dite Concession de Saint-Hippolyte (Haut-Rhin), au profit du commissariat à l'énergie atomique (Décret du 5 septembre 1969, J.O., 13 septembre, p. 9 184) 691

• Institution d'une concession de mines d'uranium, autres métaux radioactifs et substances connexes, dite Concession des Bois noirs, au profit du commissariat à l'énergie atomique (Décret du 11 septembre 1969, J.O., 17 septembre, p. 9 304) 692

- Institution d'une concession de mines d'**uranium**, autres métaux radioactifs et substances connexes, dite de **Mailhac-sur-Benaize** (Haute-Vienne) au profit de la Société française immobilière et minière de Dong-Trieu (**Décret** du 24 février 1970, **J.O.**, 1^{er} mars, p. 2 110) 793
 - Institution d'une concession de mines d'**uranium**, autres métaux radioactifs et substances connexes, dite **Concession de Lignol**, au profit de la Société industrielle et minière de l'uranium (Simura) (**Décret** du 14 avril 1970, **J.O.**, 29 avril, p. 4 033) 810
 - Institution d'une concession de mines d'**uranium**, autres métaux radioactifs et substances connexes dite **Concession de Grury** au profit du Commissariat à l'Energie atomique (**Décret** du 19 novembre 1970, **J.O.**, 28 novembre, p. 10 921) 931
 - Institution de la concession de mines d'**uranium**, autres métaux radioactifs et substances connexes des **Herbiers** (Vendée) au profit du Commissariat à l'Energie atomique (**Décret** du 2 mai 1972, **J.O.** 11 mai, p. 4 831) 325
- Wolfram (Tungstène)**
- La **mutation** de propriété de la concession de mines de **tungstène** et métaux connexes des **Montmins** (instituée par décret du 2 juin 1917), qui porte sur partie du territoire des départements de l'Allier et du Puy-de-Dôme, est autorisée au profit de la Société minière et métallurgique de Peñarroya, sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge la valeur de la mine (**Décret** du 17 octobre 1968, **J.O.**, 22 octobre, p. 9 945).
 - Institution d'une concession de mines de **tungstène**, étain et substances connexes dite **Concession de Mirabel** (Aveyron), au profit de la Société minière et métallurgique du Châtelet (**Décret** du 25 juillet 1969, **J.O.**, 2 août, p. 7 759) 670
 - La **mutation** de la concession des mines de **wolfram** et métaux connexes de **Leucamp** (instituée par décret du 2 novembre 1960) au profit de la Société Creusot-Loire est autorisée aux conditions précisées à l'article 2 ci-après sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de l'opération ou préjuge la valeur de la mine.
— Le nouveau concessionnaire sera soumis aux conditions du cahier des charges annexé au présent décret et qui régira désormais la concession de Leucamp (**Décret** du 3 mars 1971, **J.O.**, 12 mars, p. 2 415).
 - **Autorisation**, au profit de la Société minière et métallurgique de Peñarroya, de la **mutation** de la concession des mines de **wolfram** et métaux connexes de **Puy-les-Vignes** (Haute-Vienne) (**Décret** du 23 septembre 1971, **J.O.**, 5 octobre, p. 9 877) 173
- 323. — Législation et réglementation du travail (Salaires, durée du travail)**
- Conditions d'application de l'article 16 du décret n° 64-972 du 12 septembre 1964 relatif aux **services médicaux** du travail dans les exploitations minières et assimilées (personnel, locaux et matériel). (**Arrêté** du 3 janvier 1967, **J.O.**, 13 janvier, p. 579) 216
 - Composition des **collèges électoraux** pour les élections des délégués mineurs et des délégués permanents de la surface dans certaines houillères de bassin (**Arrêté** du 31 mars 1967, **J.O.**, 8 avril, p. 3 532) .. 254
 - **Commission nationale paritaire** spéciale de discipline et de conciliation des ingénieurs des exploitations minières et assimilées (**Arrêté** du 30 août 1967, **J.O.**, 8 septembre, p. 9 055) 298
 - **Prestation** de logement des membres et anciens membres du personnel des exploitations minières et assimilées (**Arrêté** du 28 août 1968, **J.O.**, 19 octobre, p. 9 887) 499
 - **Commission** du statut du personnel des exploitations minières et assimilées (**Arrêté** du 6 novembre 1968, **J.O.**, 20 novembre, p. 10 890) 505
 - **Commission paritaire nationale de discipline** et de conciliation du personnel des **exploitations minières** et assimilées (**Arrêté** du 6 novembre 1968, **J.O.**, 20 novembre, p. 10 890) 506
 - **Statut** du personnel des exploitations minières et assimilées (**Décret** n° 68-994 du 15 novembre 1968, **J.O.**, 17 novembre, p. 10 745) 521
 - **Commission paritaire** de discipline et de conciliation des exploitations minières et assimilées (**Arrêté** du 29 janvier 1969, **J.O.**, 2 février, p. 1 210) 574
 - Admission et emploi des **jeunes travailleurs** dans les **chantiers souterrains** des mines, minières et carrières (**Décret** n° 69-686 du 18 juin 1969, **J.O.**, 22 juin, p. 6 336) 647
 - Admission et emploi des **jeunes travailleurs** dans les **chantiers souterrains** des mines, les minières et carrières (**Arrêté** du 8 juillet 1969, **J.O.**, 20 juillet, p. 7 351) 679
 - Composition des **collèges électoraux** pour les élections des **délégués mineurs** et des **délégués permanents** de la surface dans certaines houillères de bassin.
— Le paragraphe 1° de l'article 1 de l'arrêté du 31 mars 1967 susvisé est modifié comme suit :
« 1° Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais : un collège unique pour les délégués mineurs du secteur des charbons gras du groupe Centre et un collège unique pour ceux du secteur des charbons maigres du même groupe. »
Le paragraphe 2° de l'article 1 de l'arrêté du 31 mars 1967 susvisé est supprimé (**Arrêté** du 15 avril 1970, **J.O.**, 28 avril, p. 4 001).
 - **Statut** du **personnel** des exploitations minières et assimilées. Modification du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 (**Décret** n° 71-36 du 6 janvier 1971, **J.O.**, 16 janvier, p. 570) 22
 - **Délégués** à la **sécurité** des ouvriers des mines et carrières (**Loi** n° 71-1131 du 31 décembre 1971, **J.O.**, 5 janvier 1972, p. 139) 232
 - **Indemnité compensatrice** et **prime** de chauffage du personnel des exploitations minières et assimilées (**Arrêté** du 3 janvier 1972, **J.O.**, 22 janvier, p. 929) 233
 - **Modification** du décret n° 49-330 du 11 mars 1949 portant **règlement** d'administration publique pour l'application de la loi n° 49-304 du 7 mars 1949 relative aux **délégués** à la sécurité des ouvriers des mines et des carrières (**Décret** n° 72-123 du 14 février 1972, **J.O.**, 17 février, p. 1 767) 256